

Etats-Unis/Politique

Trump le showman accusé de s'appropriier la fête nationale du 4 juillet

AFP
Washington/États-Unis

Le président devrait notamment proclamer un discours sur les marches du Lincoln Memorial.

DES chars d'assaut seront exposés ce jeudi dans le centre de Washington et des avions de combat rugiront dans le ciel : Donald Trump bouleverse l'ordonnement de la fête nationale américaine, mais se retrouve accusé d'organiser un événement coûteux à visée électorale. Lui-même apparaîtra au centre des célébrations, avec un discours sur les marches du Lincoln Memorial.

Depuis ce monument à la gloire d'Abraham Lincoln, 16e président et défenseur de l'unité du pays pendant la guerre civile, Donald Trump entend prononcer un "hommage à l'Amérique". Mais l'intervention d'un président qui divise autant le pays lors d'une journée traditionnellement apolitique suscite la contro-

verse. C'est aussi dans ces lieux qu'en 1963 Martin Luther King prononça son discours historique "I have a dream" en faveur de l'égalité pour les Noirs.

Le budget de l'événement est également dénoncé par l'opposition démocrate. "Quel gâchis d'argent !" s'est exclamé le candidat à la Maison Blanche Julian Castro, interviewé sur CBS, en dénonçant une parade "fondamentalement centrée" sur le président pour lui "booster l'égo".

Mais le coût sera mineur vu l'enjeu, a assuré hier l'occupant de la Maison Blanche. "Ce sont nos avions, nous avons les pilotes, l'aéroport est juste à côté, on a juste besoin de carburant. Les chars et tout le reste sont à nous", a-t-il tweeté.

Habituellement, note l'expert des médias Richard Hanley, le 4-Juillet est une journée de trêve "que les gens mettent à profit pour oublier leurs différences et brandir le drapeau sans entrer dans les discussions politiques".

EN CAMPAGNE • Le 4-Juillet marque le jour de l'indépendance, Indepen-

dence Day, lorsqu'en 1776 treize colonies britanniques proclamèrent leur séparation de la couronne britannique et fondèrent les États-Unis d'Amérique. Mais cette année, Donald Trump a décidé d'apparaître à 18h30 (23h30 au Gabon) sur les marches du Lincoln Memorial, à l'extrémité du National Mall, l'immense esplanade de la capitale où se dressent bâtiments officiels, musées et monuments.

En pleine campagne électorale, l'initiative de Donald Trump, qui vient officiellement d'annoncer sa candidature à un nouveau mandat, fait grincer des dents.

Plusieurs élus démocrates du Congrès l'ont mis en garde contre la tentation d'un "meeting de campagne partisan et télévisé sur le Mall".

Car la tradition du 4-Juillet américain est très différente de celle du 14-Juillet français, dans lequel le milliardaire républicain a puisé son inspiration.

À Washington, des groupes de musique jouent pour l'Indépendance Day, des fanfares défilent et on tire



Les préparatifs du 4-Juillet allaient bon train hier au pied du Lincoln Memorial sur les marches duquel le président Donald Trump doit prononcer un discours. De quoi nourrir les critiques chez ses opposants.

Photo : AFP

un grand feu d'artifices. La journée est très patriotique, mais sans véritable dimension militaire.

De fait, l'arrivée dans la capitale fédérale de plusieurs chars, par rail et camions-plateau, a suscité un certain émoi chez des habitants peu habitués à voir des blindés à Washington.

Invité par son homologue français il y a deux ans pour le défilé militaire du 14-Juillet sur les Champs Élysées, Donald Trump avait été impressionné par son déroulement coloré, solennel et minutieusement réglé. "Il va falloir que nous fassions mieux",

s'était-il exclamé.

L'idée initiale avait été d'organiser la parade militaire américaine pour le Veterans Day, en novembre, mais un coût de 100 millions de dollars l'avait fait reculer. Et les célébrations de ce jeudi ne devraient pas avoir le même niveau d'ambition. Donald Trump a insisté cette semaine sur sa capacité à rassembler les Américains, en dépit de l'immense polarisation créée par son élection en 2016. "Je le crois, je pense que mon message passe auprès de la plupart des Américains", a-t-il dit.

Soudan/Transition

La contestation accepte des négociations avec les généraux

AFP
Khartoum/Soudan

Les pourparlers entre les deux parties avaient été suspendus le 20 mai, chacune d'elles souhaitant diriger la transition prévue sur trois ans.

LES chefs de la contestation soudanaise ont accepté hier sous conditions une proposition des médiateurs de reprendre des "négociations directes" sur la transition avec les généraux au pouvoir, après un bras de fer de plusieurs semaines et un durcissement de la répression.

Depuis la destitution le 11 avril du président Omar el-Béchir, la tension est montée entre le Conseil militaire de transition, qui tient les rênes du pays, et le principal mouvement de contestation, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC).

Les négociations avaient été suspendues le 20 mai, chaque partie souhaitant diriger la transition prévue sur trois ans. La crise a atteint son paroxysme avec la dispersion

le 3 juin d'un sit-in de manifestants installé devant le QG de l'armée à Khartoum, qui a fait des dizaines de morts et provoqué un tollé international.

L'Éthiopie et l'Union africaine (UA) ont récemment engagé une médiation pour une reprise des pourparlers, élaborant un plan de transition. Mardi ils ont invité les deux camps à reprendre les négociations dès hier.

L'ALC "a tenu une réunion et décidé d'accepter l'invitation à des négociations directes", a indiqué en conférence de presse un meneur de la contestation, Madani Abbas.

De son côté, le conseil militaire ne s'est pas encore prononcé.

Parmi les "conditions" posées par la contestation figure la mise en place d'un "cadre temporel pour ces négociations", a souligné M. Madani. "Nous avons proposé 72 heures. Ni nous, ni le peuple soudanais ne sommes disposés à entreprendre des négociations sans fin."

La contestation réclame également une copie du texte du plan de médiation comprenant "les amendements" qu'elle a proposés,

en premier lieu celui portant sur la nécessité de discuter principalement de l'instance de transition.

"DES OBEISSANCE CIVILE" • Mardi, les médias avaient assuré que les négociations allaient porter sur cette instance : un "Conseil souverain" constitué de huit civils et sept militaires.

Sur les huit civils, sept seraient issus de l'ALC tandis que le dernier serait choisi par les deux camps.

Ce "Conseil souverain" doit être présidé par un des militaires pendant 18 mois, avant qu'un civil ne prenne la relève jusqu'à la fin de la transition, qui doit durer au total trois ans, d'après le document.

Les deux camps avaient suspendu en mai leurs pourparlers, en grande partie à cause de la composition de cette instance de transition, chaque partie voulant en prendre la tête. Les développements concernant les négociations interviennent quelques jours seulement après des manifestations de masse. Celles-ci ont vu des dizaines de milliers de personnes défiler dimanche à travers



L'un des chefs de la contestation, Madani Abbas : «L'ALC a décidé d'accepter l'invitation à des négociations directes.»

Photo : AFP

le pays, malgré un important dispositif sécuritaire et un blocage d'internet en vigueur depuis près d'un mois, pour réclamer aux généraux de céder le pouvoir.

Dix personnes ont été tuées et plus de 180 blessées dans des violences en marge de ces derniers rassemblements, selon les autorités. Ces morts portent à 136 le nombre de victimes de la répression depuis la dispersion du sit-in, qui avait fait à elle seule une centaine de morts selon un comité de médecins proche de la contestation. Les autorités évoquent 71 morts depuis le 3 juin.

Les chefs de la contestation

ont appelé à la tenue d'une grande manifestation le 13 juillet suivie par une campagne de désobéissance civile.

Une campagne similaire, menée du 9 au 11 juin, avait quasiment paralysé la capitale.

La contestation au Soudan a été déclenchée initialement par le triplement en décembre du prix du pain dans un pays pauvre à l'économie exsangue.

Les manifestations ont rapidement pris une tournure politique en réclamant l'éviction d'Omar el-Béchir, qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis près de trois décennies.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique. Recensement : Trump déplore l'abandon de la question sur la nationalité**

Le président Donald Trump a qualifié mardi de "très triste moment" le renoncement du gouvernement à introduire une question sur la nationalité dans le prochain recensement de la population aux États-Unis, une mesure qui risquait selon ses détracteurs de conduire à des discriminations ou à minimiser le nombre de la population d'origine immigrée.

• **Grande-Bretagne-Chine/Diplomatie. Tensions entre Londres et Pékin sur Hong Kong**

Les tensions diplomatiques entre Londres et Pékin nées du soutien apporté par le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale, aux manifestants à Hong Kong ont culminé hier avec la convocation de l'ambassadeur chinois, qui avait appelé à éviter toute "ingérence".

• **Inde/Politique. Rahul Gandhi quitte la tête du parti du Congrès**



Photo : AFP

Rahul Gandhi, l'héritier de la grande dynastie politique indienne des Nehru-Gandhi, a annoncé hier sa démission de la présidence du parti du Congrès (opposition) après sa sévère défaite électorale face aux nationalistes hindous du Premier ministre Narendra Modi.

• **Israël/Politique. Amir Peretz nouveau patron du parti travailliste**

Amir Peretz a été élu mardi soir à la tête du parti travailliste en Israël, les électeurs préférant ce cacique de la politique à la nouvelle génération du parti. Cet ancien ministre de la Défense et ex-chef de la Histadrout, la principale centrale syndicale en Israël, avait déjà dirigé les Travaillistes entre 2005 et 2007.

• **Russie/Accident. Mort de 14 sous-marins : le Kremlin gardera le secret**

Les informations détaillées sur l'incendie ayant fait 14 morts lundi dans un sous-marin de recherche de l'armée russe basé dans le Grand Nord ("L'Union" d'hier) "ne seront pas rendues publiques", a annoncé hier le Kremlin, invoquant le "secret d'Etat".

• **Syrie/Conflit. Environ 200 corps retrouvés dans une fosse commune à Raqa**

Un charnier avec environ 200 corps, dont ceux de personnes apparemment exécutées, a été découvert près de Raqa, ancienne "capitale" du groupe Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, ont déclaré les autorités locales et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).